

BUDGET

En Marche !

BUDGET

LE DIAGNOSTIC

Vers un nouveau modèle de croissance : transformer, investir, dépenser moins

La **CROISSANCE FRANÇAISE A ÉTÉ FAIBLE** ces dernières années et le **CHÔMAGE DE MASSE** s'est durablement installé.

L'enjeu des cinq ans qui viennent est de **MENER À BIEN LA TRANSITION VERS UN NOUVEAU MODÈLE DE CROISSANCE** qui développe et valorise les compétences de chaque Français, qui prend appui sur l'innovation et qui favorise de nouveaux modes de vie plus économes en ressources.

Nous aurons deux priorités : **L'INVESTISSEMENT PUBLIC ET PRIVÉ, POUR PRÉPARER L'AVENIR, ET LE SÉRIEUX BUDGÉTAIRE**, pour ne pas léguer une dette insoutenable à nos enfants.

Ce modèle ne se construira pas contre le travail mais **AVEC LE TRAVAIL**, pas sur l'opposition entre **CROISSANCE** et **SOBRIÉTÉ** mais sur leur **ALLIANCE**, pas contre l'Europe mais **AVEC L'EUROPE** telle que nous la réformerons, pas sur la désunion et le repli mais **PAR LA COOPÉRATION ET L'ÉCHANGE**.

PREMIÈRES PROPOSITIONS

En Marche !

BUDGET

ORIENTATIONS

✓ Une baisse de charges fiscales socialement juste et économiquement efficace

→ Nous **BAISSERONS LES TAXES, LES COTISATIONS ET LES IMPÔTS: 20 MILLIARDS D'EUROS PAR AN** en moins à la fin du quinquennat.

→ Nous **RÉPARTIRONS CES BAISSES DE PRÉLÈVEMENTS DE MANIÈRE ÉQUITABLE ENTRE LES ENTREPRISES ET LES MÉNAGES.**

Nous soutiendrons le pouvoir d'achat.

Nous **DÉBLOQUERONS L'ÉQUIVALENT D'UN 13^E MOIS POUR LES SALARIÉS AU SMIC** (soit 100 euros nets par mois en plus), en augmentant de 50% la prime d'activité et en supprimant les cotisations salariales maladie et assurance-chômage. Cette dernière baisse bénéficiera à tous les Français, quel que soit leur niveau de revenu.

EN 2020, 4 FRANÇAIS SUR 5 NE PAIERONT PLUS LA TAXE D'HABITATION car c'est le plus injuste de nos impôts. Concrètement, un couple avec deux enfants sera par exemple exonéré jusqu'à un revenu de 5000€ par mois. Dès 2018, la taxe d'habitation sera sensiblement réduite. Les ressources des collectivités locales seront inchangées: l'État remboursera entièrement leur manque à gagner.

Nous soutiendrons l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Nous **BAISSERONS LE TAUX D'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS DE 33,3% À 25%** sur le quinquennat.

PREMIÈRES PROPOSITIONS

En Marche !

BUDGET

ORIENTATIONS

Nous **TRANSFORMERONS LE CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ EMPLOI (CICE) EN ALLÈGEMENT PÉRENNE DE COTISATIONS** pour les entreprises dès la première année du quinquennat et étendrons ainsi ses bénéfices à l'Économie Sociale et Solidaire. Un effort supplémentaire sera par ailleurs fait pour supprimer toute charge patronale au niveau du SMIC, ce qui permettra à une entreprise d'économiser, par rapport à aujourd'hui, plus de 700 euros par an pour un salarié au SMIC.

→ Nous soutiendrons une **RÉORIENTATION MASSIVE DE L'ÉPARGNE VERS L'ÉCONOMIE PRODUCTIVE.**

À la place de la jungle fiscale actuelle, incompréhensible et illisible, nous créerons un **PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE UNIQUE POUR TOUS LES REVENUS DU CAPITAL MOBILIER** : intérêts, dividendes, plus-values, etc. Ce prélèvement sera de l'ordre de 30%, prélèvements sociaux inclus.

NOUS REMPLACERONS L'ISF PAR UN IMPÔT SUR LA FORTUNE IMMOBILIÈRE. Cet impôt ne pèsera plus sur ceux qui placent leur argent pour aider au financement de l'économie réelle. En revanche, nous n'augmenterons ni ne réduirons la charge fiscale pour ceux qui ont investi leur capital dans l'immobilier.

Nous renforcerons **LA FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE**, avec l'alignement progressif de la fiscalité du diesel sur l'essence et la montée en charge de la taxe carbone, afin de transformer progressivement nos modèles de production et de consommation, de lutter contre le réchauffement climatique et contre les particules fines qui polluent notre air. Parallèlement, les propriétaires de véhicules anciens bénéficieront d'une prime de conversion pour l'achat d'un véhicule plus écologique, neuf ou d'occasion.

BUDGET

ORIENTATIONS

✓ Un plan qui prépare l'avenir de la France et des Français

→ Nous déploierons un **PLAN D'INVESTISSEMENT DE 50 MILLIARDS D'EUROS SUR 5 ANS** pour préparer le modèle de croissance de demain.

Au bout de 5 ans, quand il aura rempli ses objectifs, le plan s'éteindra de lui-même : nous n'aurons créé aucune dépense durable.

● **15 MILLIARDS D'EUROS POUR LES COMPÉTENCES ET LES QUALIFICATIONS DES FRANÇAIS.**

● **15 MILLIARDS D'EUROS POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGETIQUE** : notamment nous diviserons par deux le nombre de passoires thermiques possédées par des précaires d'ici à 2022 et les éliminerons en dix ans ; nous retirerons progressivement de la circulation les véhicules les plus polluants, produits avant 2001 ; nous rénoverons les bâtiments publics pour éviter les gaspillages de chaleur.

● **5 MILLIARDS D'EUROS POUR LA SANTÉ** : notamment, nous déploierons un plan digital pour l'hôpital et doublerons le nombre de maisons de santé d'ici 2022.

● **5 MILLIARDS D'EUROS POUR L'AGRICULTURE** : nous investirons dans un « Plan de Transformation Agricole » pour accompagner la montée en gamme de notre agriculture.

● **5 MILLIARDS D'EUROS POUR LA MODERNISATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES** : nous apporterons un soutien aux efforts de performance des collectivités locales et de l'État.

● **5 MILLIARDS D'EUROS POUR LES TRANSPORTS ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS LOCAUX** : nous soutiendrons notamment la lutte contre les embouteillages en agglomération et la rénovation des infrastructures.

BUDGET

ORIENTATIONS

✓ Un effort de réduction de dépenses publiques équitablement réparti

→ Nous **VISONS UNE BAISSÉ DURABLE DES DÉPENSES PUBLIQUES: JUSQU'À 60 MILLIARDS D'EUROS PAR AN EN FIN DE QUINQUENNAT** par rapport à leur évolution naturelle (ce que l'on appelle l'évolution «tendancielle») et y compris en prenant en compte du plan d'investissement!

→ Nous **RÉPARTIRONS CET EFFORT ÉQUITABLEMENT ENTRE L'ÉTAT, LA SPHÈRE SOCIALE ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES.**

● Nous économiserons **25 MILLIARDS D'EUROS PAR AN EN FIN DE QUINQUENNAT SUR LA SPHÈRE SOCIALE.** Nous pouvons économiser 15 milliards d'euros sur l'assurance-maladie en ralentissant la hausse des dépenses, et 10 milliards d'euros sur l'assurance chômage (avec une diminution significative du taux de chômage qui doit pouvoir revenir à 7% en fin de quinquennat).

● Nous économiserons **25 MILLIARDS D'EUROS PAR AN EN FIN DE QUINQUENNAT SUR L'ÉTAT.** Pour cela, nous moderniserons la fonction publique, en accompagnant le passage au numérique dans toutes les institutions et en responsabilisant les ministres, les administrations et les agents.

Nous reviendrons sur des décisions injustifiées, comme la suppression du jour de carence pour les fonctionnaires, et nous viserons une réduction réaliste et différenciée des postes dans la fonction publique d'État (50 000 en 5 ans).

● Nous économiserons **10 MILLIARDS D'EUROS PAR AN EN FIN DE QUINQUENNAT GRÂCE À UN PACTE AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES.** Les collectivités devront s'engager sur une trajectoire de baisse de leurs dépenses. En contrepartie, l'État rompra avec la méthode de la baisse brutale des dotations consistant à couper les vivres pour provoquer des économies. Au contraire, il accompagnera les collectivités dans leurs transformations: 10 milliards du plan d'investissement, sur cinq ans, leur seront consacrés (pour les équipements, la transition écologique, etc.)

BUDGET

ORIENTATIONS

✓ Une trajectoire budgétaire responsable

Un maître mot: le sérieux

→ Nous **MAINTIENDRONS LE DÉFICIT PUBLIC SOUS LA BARRE DES 3% DU PIB SUR L'ENSEMBLE DU QUINQUENNAT**. Nous sommes les seuls à le faire parmi les candidats.

→ Nos **HYPOTHÈSES DE CROISSANCE SONT VOLONTAIREMENT PRUDENTES**. Nous devons aux Français l'honnêteté: nous avons pris des hypothèses en ligne avec tous les grands organismes internationaux.

✓ Une méthode budgétaire fondamentalement revue autour de la confiance et de la responsabilité

Nous sortirons du jeu de la défiance et des économies de court terme, avec la mise en œuvre de 5 principes:

→ **RESPONSABILITÉ**: des cibles d'économies seront fixées pour chaque ministre, et ceux qui ne réalisent pas les économies ne seront pas maintenus à leur poste.

→ **VISIBILITÉ**: une loi de programmation fixera les objectifs et trajectoires de chaque secteur (État et agences, sphère sociale, collectivités locales) sur 5 ans.

BUDGET

ORIENTATIONS

→ **INCITATIONS:** les ministères bénéficieront du reversement d'une partie des gains à mesure que les réformes engendreront des économies.

→ **CONTRÔLE PARLEMENTAIRE:** le ministre des Finances rendra compte de la situation budgétaire chaque trimestre au Parlement.

→ **TRANSPARENCE:** les résultats des actions mises en place par les ministères seront mises en ligne.